Paris, le 25 novembre 2020

Avis du Défenseur des droits n°20-07

La Défenseure des droits,

Vu l'article 71-1 de la Constitution du 4 octobre 1958 ;

Vu la loi organique n°2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits ;

Sur la proposition de loi n° 3161 visant à réformer l'adoption,

Emet l'avis ci-joint.

La Défenseure des droits,

Claire HÉDON

I. Les travaux du Défenseur des droits en matière d'adoption

Pour l'année 2019, le thème de l'adoption ne concerne que 1.5% des réclamations traitées par le Défenseur des droits au titre des droits de l'enfant.

Le Défenseur des droits s'est rarement prononcé sur l'adoption de manière globale. Le groupe de travail interne au Défenseur des droits relatif à l'intérêt supérieur de l'enfant avait mené une réflexion, en 2013 sur l'adoption. Plus récemment, le Défenseur des droits a rendu des décisions en 2018 et 2020 sur l'adoption internationale et nationale, au prisme de la lutte contre les discriminations.

Les recommandations du groupe de travail « Intérêt supérieur de l'enfant »

Le rapport de synthèse issu des travaux du groupe de travail « Intérêt supérieur de l'enfant » (ISE) avait émis en 2013 des recommandations qui sont abordées par la proposition de loi Adoption. Ainsi, **concernant la préparation des adoptants et leur agrément**, le rapport préconisait notamment de :

- Recentrer l'agrément des candidats à l'adoption sur sa finalité qui est de répondre aux besoins des enfants effectivement adoptables ;

- Mieux préparer les adoptants aux réalités actuelles de l'adoption, en rendant notamment obligatoire la mise en place d'une formation minimum préalable à la confirmation de la demande d'agrément, et poursuivre cette démarche pendant la période post-agrément ;

- Améliorer les évaluations des candidats à l'adoption par la prise en compte nécessaire des compétences et ressources des adoptants (plutôt que leurs capacités théoriques) mais aussi de leurs limites eu égard au projet d'adoption et aux besoins spécifiques des enfants actuellement adoptables.

L'article 10 de la proposition de loi, en réaffirmant que l'adoption a pour finalité l'intérêt supérieur des enfants en attente d'adoption, et en renforçant la formation des postulants paraît répondre à ces préoccupations. Toutefois, il semble que la mention relative à la durée de l'agrément ait disparu (elle est actuellement de 5 ans). Or, un débat sur cette durée, étant donné les baisses significatives d'adoption, le nombre élevé d'agrément en cours et l'évolution du profil des enfants adoptables, est nécessaire.

Le rapport du groupe de travail ISE avait également émis des préconisations **relatives à l'adoptabilité de l'enfant**, et notamment :

- Renforcer l'information et le soutien des parents de naissance sur leurs droits et devoirs, et notamment en rendant obligatoire dans l'article L.224-5 du code de l'action sociale et des familles (CASF), la mention de l'information du parent de naissance sur l'existence

d'un recours à l'encontre de l'arrêté d'admission de l'enfant en qualité de pupille de l'État, son délai, ses modalités et l'indication du point de départ de celui-ci.

- Renforcer la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant dans l'établissement de son adoptabilité avec la réalisation obligatoire de bilan préalable d'adoptabilité pour les enfants adoptables avant d'engager la procédure d'adoption (placement en vue d'adoption). Il était également préconisé l'intervention d'un administrateur ad hoc dans la procédure de la déclaration judiciaire de délaissement notamment afin d'aider, avec précaution, à la détermination de l'opinion de l'enfant de moins de 13 ans et de la porter à la connaissance de l'autorité judiciaire.
- Renforcer la sécurisation des démarches d'adoption internationale, en proscrivant les démarches d'adoption individuelle internationale sauf aide de l'agence française de l'adoption ou lien familial.

En modifiant l'article L. 224-2 du CASF et faisant du bilan d'adoptabilité un pré-requis pour tout projet d'adoption, l'article 12 de la proposition de loi répond à une préoccupation récurrente des acteurs de l'adoption. La prise en compte de l'opinion de l'enfant en la matière est essentielle, en fonction de son âge et de sa maturité.

Concernant l'adoption internationale, on peut déplorer que la proposition de loi ne se prononce pas plus avant sur les adoptions individuelles, qui font parfois courir des risques élevés aux adoptants et aux adoptés quant à l'adoptabilité effective de l'enfant, et ce malgré les recommandations du comité des droits de l'enfant en ce sens en 2009 et 2016¹.

Les décisions du Défenseur des droits relatives à l'adoption

Comme indiqué précédemment, le Défenseur des droits est relativement peu saisi des questions d'adoptions. Elle a cependant rendu quelques décisions en la matière :

- Décision 2018-180 du 23 juillet 2018 relative à l'absence de sécurisation du parcours d'adoption d'une enfant en République démocratique du Congo (RDC) par l'organisme agréé pour l'adoption ;
- Décision 2020-029 du 17 février 2020 portant recommandations relative à des faits de discrimination commis par une association à l'égard des personnes célibataires dans le cadre de leur projet d'adoption ;

¹ En 2009, préoccupé du nombre d'adoptions à titre individuelle, le comité recommandait que « *Les adoptions internationales soient traitées par un organisme accrédité dans le plein respect des principes et dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* ».

En 2016, le comité reste préoccupé par « *Le nombre élevé d'adoptions internationales d'enfants venant de pays qui ne sont pas parties à la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale ou ne respectent pas les garanties prévues dans ladite Convention* »

- Avis du Défenseur des droits 2020-108 du 26 juin 2020 rendu à la demande du parquet à la suite de la dénonciation de faits de discrimination dont seraient victimes les couples homosexuels candidats à l'adoption résidant à X (avis non public) ;
- Décision de recommandations générales 2020-119 du 15 juillet 2020 relative à des allégations de discrimination dans le processus d'adoption d'un enfant au détriment des couples homosexuels et des personnes célibataires.

II. Les observations relatives à la proposition de loi visant à réformer l'adoption

Des notions omises dans les dispositions de la proposition de loi

L'accès aux origines des enfants nés dans le secret

La proposition de loi n'aborde pas la question de l'accès aux origines des enfants nés dans le secret et donc admis au statut de pupille de l'Etat alors que ce texte pourrait être l'occasion de porter une réflexion nouvelle sur le cadre législatif actuel, qui se fonde sur la loi n° 2002-93 du 22 janvier 2002 relative à l'accès aux origines des personnes adoptées et pupilles de l'Etat.

Cette question, par le biais notamment de l'institution qui la porte, le CNAOP (conseil national d'accès aux origines personnelles), s'est introduite dans le débat relatif à la révision de la loi bioéthique n°2011-814 du 7 juillet 2011, en ce qu'il est envisagé d'ouvrir les conditions de levée de l'anonymat du tiers donneur pour les enfants nés d'un don dans le cadre d'une procréation médicale.

Bien que le Défenseur des droits ait toujours affirmé que les deux situations ne pouvaient être comparées car elles relèvent de réalités totalement différentes, ce débat a mis en lumière les difficultés d'application de la loi n°2002-93 du 22 janvier 2002, et la nécessité de trouver un meilleur équilibre entre les droits de l'enfant à connaître ses parents, sa famille et les droits de la mère biologique à préserver son identité.

Si le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a estimé en juin 2004² que la loi n°2002-93 du 22 janvier 2002 constituait une avancée significative pour les droits des enfants nés sous X, il se dit depuis « *préoccupé par le fait que les droits énumérés à l'article 7 de la Convention puissent ne pas être pleinement respectés par l'État partie et que le droit pour la mère de dissimuler son identité si elle le souhaite n'est pas conforme aux dispositions de la Convention* ». Il a ainsi réitéré ses préoccupations en 2016 lors du dernier examen de la situation de la France au regard de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE).

² Observations finales relatives au 2^{ème} rapport périodique de la France, CRC/C/15/Add.240, 30 juin 2004.

Dans les observations remises au Comité en 2015³, le Défenseur des droits avait déjà rappelé que « *l'évolution des modes de conception et l'intérêt de l'enfant à connaître ses origines doivent nous conduire à interroger la manière dont il faudrait assurer un meilleur équilibre des intérêts en cause* ».

C'est dans cette même logique que, lors de son audition par la mission d'information relative à la bioéthique de l'Assemblée nationale⁴, le Défenseur des droits avait alerté sur la nécessité de ne pas créer d'inégalité entre un enfant né sous X et un enfant issu d'un don en cas d'évolution juridique des conditions d'accès à l'assistance médicale à la procréation. Pour les enfants issus d'un don, le Défenseur des droits s'est dit favorable à la possibilité d'une levée totale de l'anonymat à la demande de l'enfant majeur, avec le consentement du donneur, recueilli au moment du don⁵, afin de respecter les obligations de l'Etat posées dans l'article 7S1 de la CIDE.

Le débat relatif aux enfants nés sous X relève, quant à lui, de l'affrontement des intérêts divergents de la mère biologique et de l'enfant.

Il apparaît donc que le débat parlementaire relatif à la proposition de loi adoption pourrait être l'occasion de réévaluer, à la lumière de l'évolution des droits de l'enfant depuis plus d'un quinzaine d'année, les dispositions de la loi de 2002 précitée pour les enfants nés dans le secret, dans la mesure où l'objectif affiché de la PPL est de renforcer et sécuriser le recours à l'adoption comme un outil de protection de l'enfance, dans son intérêt. Or, le respect de l'ISE implique également de s'interroger sur les possibilités d'accès à son histoire, ses origines dont dispose l'enfant.

Des dispositions législatives qui disparaissent : « organismes autorisés et habilités pour l'adoption » (OAA)

L'article 11 de la proposition de loi remplace les articles 225-11 et suivants du CASF par une nouvelle section 2 intitulée « Adoption des pupilles de l'Etat », faisant ainsi disparaître toute la réglementation relative aux OAA et à leur régime d'autorisation et d'habilitation.

Les OAA sont pourtant des acteurs à part entière de l'adoption nationale, mais également internationale dans la mesure où ils sont habilités par la mission adoption internationale à confier un enfant né à l'étranger. Ils accompagnent les familles dans leurs démarches internationales.

Outre que cette disparition est problématique, la proposition de loi aurait également pu être l'occasion de se pencher sur le régime juridique des OAA. En effet, aucune limite de temps n'est précisée pour les autorisations préalables qui leur sont délivrées par les conseils départementaux, dont certaines sont encore en cours de validité 15 ans plus tard, sans un réel contrôle de l'administration⁶.

³ Rapport périodique du défenseur des droits au comité des droits de l'enfant des nations unies - 27 février 2015.

⁴ Défenseur des droits, avis 18-23, 10 octobre 2018.

⁵ Défenseur des droits, voir avis 19-11 du 5 septembre 2019 concernant le projet de loi n°2187 relatif à la bioéthique et avis 19-13 du 20 décembre 2019 concernant le projet de loi relatif à la bioéthique.

⁶ Pour illustrer cette question, voir la décision du Défenseur des droits n° 2018-188

A titre d'exemple, le Défenseur des droits avait conclu, dans la décision 2018-188, à plusieurs atteintes aux droits et à l'intérêt supérieur de l'enfant par l'OAA, notamment du fait d'une absence de sécurisation de son parcours, une absence d'information adaptée de l'enfant relative à la procédure dont il était l'objet et une défaillance de la communication entre l'OAA et l'orphelinat.

Par ailleurs, en modifiant l'article 348-4 du code civil (**article 13**), la proposition de loi écarte désormais la possibilité pour les père et mère de consentir à l'adoption d'un enfant en le confiant directement à un OAA. Une telle remise, possible dans la législation actuelle, a pour conséquence d'empêcher l'enfant de bénéficier d'un suivi réalisé par le service de l'aide sociale à l'enfance, dans la mesure où l'OAA en assure la prise en charge, après une simple déclaration auprès du conseil départemental. La Défenseuse des droits salue donc cette avancée.

Adoption et respect du principe de non-discrimination pour garantir l'ISE

L'ouverture de l'adoption aux couples non mariés

L'article 2 de la proposition de loi ouvre l'adoption aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité (PACS) et aux concubins en maintenant les conditions liées à la durée de communauté de vie (deux ans) et à l'âge des adoptants (plus de 28 ans), évolution que le Défenseur des droits ne peut qu'encourager.

Si la Défenseuse des droits est favorable à ce que chaque couple en mesure d'assurer les besoins nécessaires au bien-être et au respect de l'intérêt supérieur d'un enfant puisse accéder à une demande d'agrément en vue d'une adoption, elle note les difficultés auxquelles ces familles risquent d'être confrontées.

En effet, la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale du 29 mai 1993 ne rend l'adoption accessible qu'aux couples mariés et personnes seules. Ainsi, il existe un risque que les demandes d'adoptions internationales pour les partenaires d'un PACS et les concubins dépendent de l'acceptation, par le pays d'origine, de ces nouvelles formes d'union. Les voies de l'adoption internationale dans certains pays respectant les règles de la Convention risquent donc d'être fermées.

Par ailleurs, les modifications envisagées de l'article 366 du code civil (CC) relative aux interdictions du mariage en raison du lien de parenté résultant de l'adoption ne prennent pas en compte la situation des concubins, auxquels pourtant, la proposition de loi entend ouvrir les possibilités d'adopter.

La garantie du principe de non-discrimination lors de la procédure d'adoption

Dans sa décision 2020-119 du 15 juillet 2020, le Défenseur des droits a examiné l'existence de potentielles discriminations dans le cadre des procédures d'adoption. Il a ainsi rappelé fortement que le refus d'agrément à l'adoption ne pouvait se fonder sur la situation de famille ou l'orientation sexuelle des postulants, sans que ce refus soit constitutif d'une discrimination prohibée par la loi.

S'il peut être justifié de la part du conseil de famille d'échanger sur la composition familiale des candidats afin de déterminer s'ils sont en capacité de répondre aux besoins de l'enfant, le Défenseur des droits considère en revanche que l'orientation sexuelle est une caractéristique intime du candidat, étrangère aux critères permettant au conseil de famille d'évaluer une candidature pour l'adoption d'un enfant. Elle n'a, dès lors, pas sa place dans les débats entre les membres du conseil de famille.

Le Défenseur des droits invite ainsi de maintenir une vigilance sur l'ensemble du processus d'adoption afin de s'assurer du respect du principe de non-discrimination, pour garantir l'intérêt supérieur de l'enfant et à proscrire le recours à des critères illégaux de sélection qui pourraient notamment être inscrits dans les règlements intérieurs des conseils de famille.

Pour ce faire, il recommande notamment de veiller à ce que les informations transmises lors des réunions d'information et le discours véhiculé soient dénués de tout préjugé stigmatisant certaines catégories de postulants, en raison notamment de leur orientation sexuelle ou de leur situation de famille.

Le Défenseur des droits partage le constat que dresse la proposition de loi concernant le réel déficit de formation des acteurs de l'adoption. Dans sa décision du 15 juillet 2020, et face à la disparition progressive des services adoption spécialisés au sein des conseils départementaux, il a ainsi appelé à conserver cette expertise essentielle, en la mutualisant le cas échéant entre départements, afin que les demandes d'agrément soient examinées sans préjugé, avec neutralité et bienveillance, tout en confrontant le candidat à la difficulté de cette démarche. Cette expertise est d'autant plus nécessaire au vu des profils de plus en plus complexes des enfants adoptables.

Pour améliorer le fonctionnement des conseils de famille et garantir les droits des pupilles, la proposition de loi propose, dans son **article 14**, de faire évoluer de manière notable la composition des conseils de famille : une représentation plus nombreuse des usagers à travers les associations des pupilles et anciens pupilles, une disparition des représentants de l'union départementale des associations familiales et une proposition d'intégrer des délégués du Défenseur des droits.

Sans se prononcer sur la pertinence de ces modifications, il convient cependant de relever que l'évolution des pratiques au sein des conseils de famille doit se faire grâce à une meilleure information et formation de ses membres, plutôt qu'en agissant sur sa composition.

C'est la raison pour laquelle, le Défenseur des Droits a recommandé, dans sa décision 2020-119, que chaque nouveau membre du conseil de famille puisse bénéficier à sa prise de fonction d'une formation, afin qu'il connaisse ses obligations, et soit pleinement informé de sa mission pour garantir tout à la fois l'intérêt supérieur des enfants dont il a la charge et le respect du principe de non-discrimination.

Par ailleurs, et concernant plus particulièrement la proposition de participation des délégués territoriaux du Défenseur des droits aux conseils de famille, il convient de rappeler que les délégués doivent être en capacité de pouvoir accueillir, en toute indépendance, les saisines qui leur sont soumises relatives au fonctionnement des institutions françaises. Le fait de siéger au

sein d'un organe décisionnaire tel que le conseil de famille ne paraît pas compatible avec l'exercice de leur mission. La Défenseure des droits ne soutient donc pas cette proposition.

Enfin, **l'article 14** prévoit également que les décisions du conseil de famille seront désormais susceptibles de recours devant le juge judiciaire. Ouvert aux membres du conseil de famille, au tuteur, aux familles d'accueil, aux candidats à l'adoption concernés par la décision et au pupille lui-même, ce recours permet, à travers le contrôle du juge, de s'assurer du respect de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Des mesures en faveur de la prise en compte de l'ISE

La prise en compte de la parole de l'enfant dans le processus d'adoption

La Défenseure des droits salue la volonté du législateur de faire de la parole de l'enfant un élément essentiel de cette proposition de loi, tant dans la construction du projet de vie de l'enfant (**article 12**), que sa consultation pour un éventuel projet d'adoption (**articles 11, 14**), en cours de procédure ou en cas de changement de prénom dans le cadre de la procédure d'adoption (**article 9**).

Sur ce dernier point, **l'article 9** de la proposition de loi propose que le consentement de l'enfant âgé de plus de 13 ans soit requis pour opérer un changement de prénom après l'adoption. Ce seuil d'âge paraît relativement tardif eu égard à l'importance que peut revêtir cette procédure dans la vie d'un enfant : le changement, ou non, du prénom n'est pas anodin. Un enfant, même plus jeune, serait en capacité de consentir. La Défenseure des droits invite donc le législateur à s'interroger sur l'abaissement de ce seuil. Par ailleurs, il paraît essentiel de prévoir, sur cette question, la consultation systématique de l'enfant lorsqu'il dispose de la maturité et du discernement nécessaires.

La fixation d'un écart d'âge maximum pour l'adoption d'un enfant

Le groupe de travail « intérêt supérieur de l'enfant » précité, relevait que, selon certaines études, les risques d'échec de l'adoption étaient plus importants lorsque les adoptants avaient plus de 50 ans.

L'âge retenu, de 45 ans, semble correspondre à une réalité biologique et reste cohérent avec d'autres législations en vigueur, telle que la prise en charge par la sécurité sociale du recours à la procréation médicalement assistée jusqu'à 43 ans. La Défenseure des droits est donc favorable à la limite d'écart d'âge fixée par **l'article 3** de la présente proposition de loi.

Cela étant, une dérogation à ce principe semble nécessaire pour permettre l'adoption d'un enfant par sa famille d'accueil. Si l'adoption par les personnes auxquelles l'enfant a été confié, et avec lesquelles il a tissé des liens étroits, est de nature répondre à ses besoins et à la protection de son intérêt supérieur, alors leur différence d'âge ne saurait y faire obstacle.

L'institution d'une base nationale recensant les demandes d'agrément en vue d'adoption

La Défenseure des droits note avec intérêt que l'article 10 prévoit la mise en place d'une base nationale recensant les demandes d'agrément, les agréments et les refus. Cet outil pourrait être intéressant s'il permet réellement d'ouvrir la sélection des candidats au niveau national pour mettre en relation les besoins des enfants au profil complexe avec les projets d'adoption les plus adaptés.

Le choix de l'adoption : simple vs plénière

La proposition de loi précise, dans l'exposé de ses motifs, qu'elle « *propose de faciliter et sécuriser l'adoption, conformément à l'ISE afin d'en faire bénéficier le plus grand nombre, lorsqu'il a été reconnu que l'adoption est bien la solution la plus adéquate avec leur parcours de vie. Elle propose de valoriser l'adoption simple* ».

L'adoption plénière a été conçue sur le modèle d'un substitut à la filiation par le sang en assimilant l'enfant adopté à l'enfant né du couple, le rattachant irrévocablement aux adoptants (art 359 CC) et emportant rupture totale du lien de parenté fondé sur le sang (art. 356 CC). L'adoption plénière modifie l'état civil de l'enfant : la transcription de la décision d'adoption ne fait plus apparaître que les noms du ou des parents adoptifs. Cette fiction juridique a souvent fait l'objet de débat, notamment au regard du droit de l'enfant à connaître ses origines et de l'effacement total de sa filiation.

L'adoption simple est une adoption additive qui superpose un lien de filiation juridique au lien de filiation par le sang. Les référents père/mère sont donc conservés dans l'état civil de l'enfant. Une nouvelle filiation est créée et l'adopté entre bien dans une nouvelle famille adoptive ; il ne cesse pas pour autant d'appartenir à sa famille d'origine et y conserve tous ses droits, y compris successoraux.

Contrairement à l'adoption plénière, elle est révocable, pour motifs graves, sur seule demande du Procureur de la République lorsque l'enfant est mineur et sur demande de l'adopté ou de l'adoptant lorsque l'enfant est majeur. Parfois considérée comme moins protectrice des droits de l'enfant, car révocable, l'adoption simple peut ne pas être le choix premier des candidats à l'adoption.

La proposition de loi ne modifiant pas ces éléments, il est peu probable que les modifications proposées (**article 1**), en actant la double filiation, suffisent à « *valoriser l'adoption simple* » de l'enfant.

Par ailleurs, la Défenseure des droits insiste sur le fait que le choix du type d'adoption doit être réfléchi au regard de la situation de chaque enfant *in concreto*, afin de savoir quelle construction juridique sera la mieux à même de garantir l'ISE de l'enfant dont il est question. Privilégier une forme d'adoption plutôt qu'une autre reviendrait à nier la spécificité de chaque situation et serait, dès lors, contraire à l'ISE.

Il convient également de s'assurer du contrôle du juge, qu'il s'agisse d'adoption simple ou plénière, notamment en matière d'adoption intra-familiale. L'appréciation de l'intérêt de l'enfant devrait être systématiquement effectuée dans les procédures d'adoption intrafamiliales, au niveau des conséquences sur la filiation, en s'interrogeant sur les objectifs recherchés. En effet, ces adoptions peuvent entraîner une véritable confusion de la place de chacun au sein de la famille.

A ce titre, prévoir une enquête sociale dans le cadre d'une telle demande, tel que prévu dans l'article 10 de la proposition de loi, est un début de réponse pour mieux encadrer ces adoptions intrafamiliales et s'assurer qu'elles sont dans l'intérêt de l'enfant.

La question du consentement à l'adoption

Dans le cadre des saisines qui lui ont été soumises ces dernières années, notamment concernant des refus de délivrance de visa-adoption, le Défenseur des droits constate que l'un des motifs qui peuvent mettre en péril le bon déroulement d'une adoption est l'impossibilité de s'assurer du consentement libre et éclairé des parents biologiques dans le cadre de la procédure d'adoption.

L'article 13 de la proposition de loi envisage une modification importante de la procédure existante pour les pupilles de l'Etat. En effet, les parents consentiraient, non plus à l'adoption de leur enfant, mais à l'admission à ce statut. Si les parents se représentent bien ce que peut signifier une adoption, l'admission au statut de pupille peut ne pas être complètement comprise.

La Défenseure des droits note que l'article 13 prévoit également que « *Le consentement doit être libre, obtenu sans aucune contrepartie, et éclairé sur les conséquences de l'admission dans le statut de pupille de l'État, notamment s'agissant de la possibilité pour l'enfant de bénéficier d'un projet d'adoption en application du 2° de l'article 347 du code civil* ».

Toutefois, elle estime que cette disposition n'est pas suffisante pour garantir les droits des parents biologiques : il est primordial de s'assurer de leur bonne compréhension de la procédure et des enjeux qu'elle recouvre pour leur enfant.

Ainsi, il pourrait être prévu une remise obligatoire d'information aux parents, accompagnée d'un délai de réflexion avant la prise de décision, et/ou un accompagnement par une personne de leur choix.

Pour rappel, l'article 9 §1 de la CIDE dispose que « *Les Etats parties veillent à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré, à moins que les autorités compétentes ne décident, sous réserve de révision judiciaire et conformément aux lois et procédures applicables, que cette séparation est nécessaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant. [...]* ».

Elle précise également dans son article 21 que, en matière d'adoption, « *Les Etats parties qui admettent et/ou autorisent l'adoption s'assurent que l'intérêt supérieur de l'enfant est la considération primordiale en la matière, et :*

a) *Veillent à ce que l'adoption d'un enfant ne soit autorisée que par les autorités compétentes, qui vérifient, conformément à la loi et aux procédures applicables et sur la base de tous les*

renseignements fiables relatifs au cas considéré, que l'adoption peut avoir lieu eu égard à la situation de l'enfant par rapport à ses père et mère, parents et représentants légaux et que, le cas échéant, les personnes intéressées ont donné leur consentement à l'adoption en connaissance de cause, après s'être entourées des avis nécessaires; [...]

c) Veillent, en cas d'adoption à l'étranger, à ce que l'enfant ait le bénéfice de garanties et de normes équivalant à celles existant en cas d'adoption nationale ; [...] ».

Dans les situations soumises au Défenseur des droits, sont régulièrement constatées des pratiques qui questionnent la réelle adoptabilité des enfants : le recours à une procédure individuelle, sans faire appel à un organisme agréé pour l'adoption, alors même que ce type de démarche est prohibé par le droit du pays d'origine ; l'absence du consentement éclairé des parents biologiques, ou son antériorité par rapport à la naissance de l'enfant, voire l'identification directe de l'enfant à adopter auprès des familles biologiques.

Aussi, la Défenseure des droits ne peut être que favorable à toute disposition qui renforce la visibilité de ce consentement éclairé des parents biologiques dans la procédure d'adoption, tel que le prévoit l'article 7 de la proposition de loi.

La Défenseure des droits s'interroge toutefois sur la modification de l'article 348-5 du CC (**article 13 de la proposition de loi**). Celui-ci disposerait désormais que "*Sauf le cas où il existe un lien de parenté ou d'alliance jusqu'au sixième degré inclus entre l'adoptant et l'adopté, le consentement du ou des parents à l'adoption d'un enfant de moins de deux ans n'est pas valable.*" Cet article est ouvert à plusieurs interprétations et les intentions du législateur ne sont pas clairement comprises. Une reformulation paraît nécessaire.